

Au Venezuela, une ruée toxique vers l'or

ENVIRONNEMENT Le titanesque projet extractiviste du président Nicolas Maduro, le long du fleuve Orénoque, occasionne l'emploi incontrôlé de mercure. Les communautés indiennes et les mineurs de fortune sont démunis face aux risques sanitaires

MARION MOLINARI, CARACAS

Dans le delta du fleuve Orénoque, situé au nord-est du Venezuela, on trouve facilement des poissons de rivière, tels que le piranha. «Assaisonnés, grillés, frits ou en empanadas, ils sont incontournables dans toute cette partie du pays», assure une pêcheuse joviale. Le biologiste Alejandro Alvarez, de l'ONG de défense des droits humains et environnementaux Clima21, met toutefois en garde contre la réalité de cette consommation: «Comme le mercure ne se dégrade pas une fois rejeté dans la nature et qu'il peut se transformer en méthylmercure – plus toxique encore – puis être absorbé par les poissons... manger ces derniers nous expose aussi à la contamination».

D'après une étude de 2020 réalisée par l'ONG SOSOrinoco sur prélèvements capillaires, 35% des personnes de la communauté indienne Pemón participant à l'étude présentent des taux de mercure supérieurs à 2 microgrammes par gramme de cheveux ($\mu\text{g/g}$), un chiffre excédant la limite de sécurité établie par l'OMS. Dans certains cas, les résultats obtenus atteignent jusqu'à 5 fois la dose limite.

Après le pétrole, les minerais

Si les indiens Pemón, Yékuana et Sanema sont parmi les plus touchés, c'est que l'exploitation aurifère, qui utilise le mercure, s'est largement développée sur leurs territoires. En 2016, le président vénézuélien officialisait l'ambitieux projet économique de développement minier de l'«Arco Minero», vaste de 111 850 km² le long du fleuve Orénoque, présenté alors comme un modèle responsable d'exploitation minière, source de revenus significatifs ayant le potentiel de compenser les pertes dues à la diminution de l'activité pétrolière.

Aujourd'hui, l'activité outre-passe son périmètre initial dévastant terres indiennes et zones protégées telles que la région des grands tepuys dont la biodiversité



Une mine illégale du Bolívar, un Etat du Venezuela à la frontière avec le Brésil. (17 NOVEMBRE 2012/REUTERS/JORGE SILVA)

est unique au monde. Un rapport de l'OCDE estime que l'extraction d'or vénézuélien atteindrait actuellement 75 tonnes par an (Goldhub Data, World Gold Council, 2021), un pactole qui attire les convoitises.

Alfonso, un mineur de 22 ans, est resté huit mois dans l'une de ces très nombreuses mines informelles: «Je travaillais parfois trente-six heures d'affilée. Après avoir retourné la terre, je la faisais passer dans le moulin puis j'y versais du mercure liquide pour que l'or apparaisse.» Les conséquences d'une exposition répétée au mercure, plus connues sous le nom de «maladie de Minamata» en référence au drame de la baie japonaise conta-

«Aucun traitement n'existe pour contrer cette toxicité»

ALEJANDRO ALVAREZ, BIOLOGISTE AU SEIN DE L'ONG CLIMA21

minée, sont multiples: insuffisance rénale, troubles visuels, déficiences intellectuelles, perte de coordination, etc. Les mineurs vénézuéliens, dont le nombre estimé oscille entre 1,5 et 2 millions, sont eux aussi exposés à ces risques. A défaut d'équipement de protection adapté à la manipulation de produits

toxiques, Alfonso explique que les mineurs «s'injectent un médicament chaque semaine pour se purifier». Disponible dans les épiceries et accessible sans prescription, le jeune homme s'en procure et se l'administre: «Je ne sais pas exactement ce que c'est mais tout le monde en prend, ça nettoie le sang et la peau.»

Alejandro Alvarez dénonce des croyances qui contribuent à créer une fausse sensation de sécurité. «Aucun traitement n'existe pour contrer cette toxicité. L'an passé, Clima21 a lancé une campagne d'information sur les dangers du mercure, initiative abandonnée faute de financement.»

La Convention de Minamata visant à protéger la santé

humaine et l'environnement contre le mercure a été signée mais non ratifiée par le Venezuela. Sans surprise, selon une observation de l'ONU parue en septembre dernier qui souligne le profit réalisé par certains membres de l'armée vénézuélienne et de l'élite politique grâce aux activités illégales liées à l'extraction de minerais.

A la nuit tombée, sur les trottoirs de la ville minière de Santa Elena de Uairén, on peut voir des individus accroupis balayer précautionneusement le moindre centimètre carré de bitume. «Ils espèrent trouver de la poussière d'or», explique Paola qui vend des gobelets de café sucré au coin de la rue. Elle, est un peu mieux lotie.

Son mari mineur, Davis, gagne environ 1000 USD par mois, soit 950 francs suisses, juste de quoi subvenir aux besoins de leur foyer. «Pour nous, la mine c'est une question de survie», déplore ce dernier. En effet, malgré les multiples risques sanitaires liés à l'usage du mercure, et à défaut d'alternatives depuis le début de la crise économique, beaucoup de locaux se sont reconvertis en mineurs.

Aucune prise en charge par l'Etat

Malgré l'interdiction de l'usage du mercure dans l'extraction aurifère depuis 2013, aucune application pratique n'est venue appuyer cette loi. Les multiples postes de contrôle militaires qui constellent l'arc minier ferment visiblement les yeux sur la cir-

«Pour nous, la mine c'est une question de survie»

DAVIS, MINEUR

culcation du produit qui se trouve sans difficulté dans toute la zone. Selon l'enquête «Mercury Route», financée par le Rainforest Journalism Fund, une majorité du mercure utilisé dans le bassin amazonien proviendrait de Chine.

A ce jour, il n'existe aucune prise en charge par l'Etat des personnes dont la santé est impactée par l'usage non contrôlé de substances toxiques. La démission des régimes publics de santé, conjuguée à la poursuite des détériorations environnementales sur ces territoires, entraîne la multiplication de maladies telles que la diphtérie, la rougeole, la fièvre jaune mais aussi le paludisme. Une situation sanitaire sérieusement préoccupante face à laquelle les populations de l'arc minier vénézuélien et des régions voisines se sentent abandonnées. ■